



QUINZAINE D'ACTION DE LA CGT

La CGT a décidé de tenir du 13 au 25 septembre une quinzaine nationale d'information, de débats, de mobilisation et d'actions. En la présentant lors d'une conférence de presse, le 25 août, Henri Krasucki devait déclarer : « Deux sortes de questions, d'ailleurs complémentaires, se posent : 1) ce qui va réellement se faire sera-t-il ou non une action efficace contre l'inflation et la vie chère, contre le chômage, pour développer l'industrie française et l'emploi, une action efficace dans laquelle les travailleurs y trouveront leur compte ; 2) les travailleurs seront-ils pénalisés dans leur pouvoir d'achat alors qu'il est établi que les salaires ne sont pas la cause de l'inflation, ou bien prendra-t-on enfin, et de manière suffisante, les moyens ailleurs ? ».

Au micro de France-Inter, le secrétaire général de la CGT a rappelé l'opposition au blocage des salaires : « Il est vrai qu'il y a de l'insatisfaction et, chez certains travailleurs, de la déception. Nous avons dit au gouvernement qu'il s'agissait là d'une injustice et d'une faute politique, il n'est pas bon d'agir ainsi à l'égard de ceux qui sont le principal soutien du pouvoir de gauche. Nous prenons les dispositions pour que ce mécontentement ou cette insatisfaction se traduisent par une intervention lucide, consciente. Les travailleurs doivent s'en mêler et dire : ce n'est pas ainsi qu'il faut faire. (...) »

Tel est bien en effet l'un des enjeux de la « rentrée sociale ». La « sortie du blocage » ne se fera en faveur des travailleurs et non du patronat et des forces du grand capital, que s'ils se mobilisent et agissent.

POUR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES EN POLOGNE

31 août 1980 : un accord est signé à Gdansk entre le vice-premier ministre polonais et le comité de grève des chantiers navals. L'accord entérinait la reconnaissance du droit de grève, la création de syndicats indépendants, des hausses de salaires, une nouvelle loi sur la censure, la réintégration des ouvriers licenciés en 1970 et 1976.

13 décembre 1981 : le général Jaruzelski proclame l'état de guerre, des chars occupent les entreprises, le syndicat *Solidarité* est interdit, des milliers de syndicalistes arrêtés, des droits de grève, de manifestation, de rassemblement abolis, des tribunaux d'exception créés. Depuis lors, le général Jaruzelski tente de normaliser la situation. A part la libération d'une partie des emprisonnés, aucune mesure du 13 décembre n'a été levée. Mais *Solidarité* continue à exister dans la clandestinité. Les manifestations ont continué et un appel a été lancé pour le 31 août.

Le discours du général Jaruzelski, le 29 août, a lié une levée éventuelle de l'état de guerre à la fin de l'année à l'absence de toute manifestation le 31 août et a menacé de ne « tolérer aucune atteinte aux lois de l'état de siège ». Ce chantage et ces menaces montrent l'attachement des travailleurs polonais aux libertés et droits démocratiques conquis voici deux ans et l'échec de la normalisation du général Jaruzelski.

Ce 31 août, une délégation du PCML a remis à l'ambassadeur de Pologne un message qui précise :

« En ce second anniversaire des accords de Gdansk et de la création du syndicat *Solidarité*, le PCML vous renouvelle,

et vous demande de transmettre au gouvernement polonais son exigence de la levée de l'état de siège, de la restauration pleine et entière de toutes les libertés démocratiques, y compris le droit de grève et de manifestation, de la libération de tous les emprisonnés.

« C'est à la classe ouvrière, au peuple polonais, de régler eux-mêmes leurs affaires, sans aucune ingérence extérieure, que ce soit de l'URSS dont les troupes manœuvrent actuellement en Pologne, comme des puissances occidentales ».

31 août 1982

UNE REORIENTATION DE L'ÉPARGNE QUI REJOUIT LA BOURSE

Jacques Delors a présenté au Conseil des ministres du 25 août une réforme de l'épargne que *Le Matin* présentait ainsi : « Épargne : les revenus moins taxés ». Il s'agit de « freiner l'endettement excessif des entreprises et de réorienter l'épargne des ménages vers des placements mieux adaptés aux besoins des entreprises et de l'État ». Pour ce faire, l'exonération d'impôt sur les revenus d'obligations est portée de 3000 à 5000,00 F par an, des comptes d'épargne en action bénéficieraient d'une réduction d'impôt de 20% dans la limite de 10000,00 F par personne et par an, ce qui est plus avantageux que le système Monory. L'impôt fiscal, tant critiqué hier par la gauche est quelque peu modifié, mais maintenu quant à ses avantages.

A qui vont profiter ces mesures ? Uniquement à ceux qui possèdent ou vont acheter des actions et obligations, qui « boursicotent », ce qui est bien rare parmi les travailleurs. D'abord parce que pour faire des placements à sept, dix ou quinze ans, il ne faut avoir besoin de ses économies et chercher seulement à les faire fructifier. D'autre part parce que ces opérations de bourse sont complexes et nécessitent une bonne connaissance des « affaires ». C'est donc à la grande-bourgeoisie, aux professions libérales, aux cadres, que les allègements d'impôts décidés par le Conseil des ministres vont profiter.

Certaines réactions ne trompent pas : dès le lendemain, la Bourse enregistrait une hausse record de 4%. Fourcade, l'ancien ministre des Finances de Giscard, déclarait : « Après une période durant laquelle ont été prises toute une série de mesures néfastes, je vois que l'on s'oriente vers des solutions beaucoup plus raisonnables. En bref, l'ensemble des mesures va dans le bon sens ». Et de préciser : « De la même manière que les mesures d'assainissement prises après la dévaluation s'inspiraient largement des thèses de Raymond Barre, de la même manière je dirai que celles de mercredi dernier doivent beaucoup aux thèses de René Monory ».

Ce n'est sûrement pas avec de telles mesures que le gouvernement arrêtera la dégradation de son image dans l'opinion que confirment les sondages IFOP et SOFRES publiés ce week-end et dans lesquels les opinions négatives l'emportent, pour la première fois, sur les positives. Une partie importante de l'électorat de gauche estime que la politique économique va dans la mauvaise direction et une nette majorité demande au gouvernement d'aller plus loin dans la politique de changement et de réformes. Ce n'est qu'en prenant appui sur ces aspirations populaires que le gouvernement ira dans le « bon sens ».

Pierre BAUBY

De faux prétextes

Dresser-France et Creusot-Loire ne pourront plus recevoir ni produits, ni services, ni technologies des Etats-Unis. Reagan en a décidé ainsi, sous prétexte de faire pression sur le gouvernement polonais afin qu'il lève la loi martiale; il prétend aussi entraver l'économie soviétique et les atouts stratégiques que l'URSS peut acquérir par la construction du gazoduc approvisionnant l'Europe.

Si telles sont ses raisons effectives, on comprend mal pourquoi les contrats céréaliers américains avec l'URSS continuent d'être honorés. Bush, vice-président des Etats-Unis a vendu la mèche: « Les Etats-Unis dirigent le monde libre; sous le gouvernement actuel, nous commençons d'agir comme tel. » Autrement dit, les Etats-Unis de Reagan prétendent faire marcher l'Europe à la baguette pour le compte de leurs intérêts: restrictions des importations d'acier et de pro-

duits agricoles européens, hausse des taux d'intérêt et du dollar... et aujourd'hui mesures de rétorsion contre Dresser et Creusot-Loire; selon eux, l'Europe devrait payer la crise des Etats-Unis. Les prétendues pressions sur le gouvernement polonais sont bien de faux prétextes à une politique d'ingérence américaine.

Pour autant, éviter un danger ne doit pas faire tomber dans les pièges de l'autre. Pas plus que nous n'approuvons les dépendances vis-à-vis des Etats-Unis, nous n'approuvons une dépendance énergétique vis-à-vis de l'URSS: or, les 30% de gaz fournis par l'URSS en 1990 risqueront de mettre notre pays à la merci de la fermeture du robinet soviétique en cas d'aggravation de la tension en Europe. Seule une indépendance effective vis-à-vis de l'une et l'autre superpuissance est garante de la paix.

Il faut sauver

Margarita Baez

Militante populaire du Paraguay

La militante Margarita Baez emprisonnée depuis février dernier, après avoir subi des sévices physiques et moraux extrêmement cruels, est en grand danger. L'avocat du Comité des Eglises pour les Aides d'urgence, a demandé une assistance médicale spéciale en raison de la gravité de son état de santé.

Fille de paysans pauvres obligés de s'exiler en Argentine, ouvrière coiffeuse, Margarita Baez est âgée de 33 ans. Son mari a été exécuté par la police en 1980. Déjà en août 1976, elle avait été arrêtée et brutalement torturée; la réprobation populaire à l'intérieur et à l'extérieur du pays avait contribué à sa libération un an plus tard. Cette nouvelle arrestation se situe dans une vague d'arrestations opérées par Strössner en vue de sa cinquième réélection à la présidence. La dictature fasciste de Strössner connaît des difficultés économiques et monétaires; des dissensions existent au sein même du parti gouvernemental. D'où l'accroissement de la répression. Derrière Strössner se profilent les intérêts impérialistes des USA qui ont mis le Paraguay en coupe réglée.

Il faut faire pression sur la dictature Strössner, envoyer des télégrammes de protestation à l'ambassade du Paraguay ou à la présidence de la République à Asuncion. On peut écrire à Margarita et à ses camarades par l'intermédiaire du « Comité de Iglesias », 429 général Diaz, Asuncion.

L'école et la vie

Les points de vue des parents et des jeunes

La Fédération des conseils de Parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) a réalisé une enquête auprès des parents et des élèves par un questionnaire largement diffusé dans le pays.

Parmi les études réalisées, ressortent des éléments concernant l'école et la vie.

Parmi les critiques retenues vis-à-vis de l'école, 44% des parents pensent que l'école ne prépare pas l'enfant à résoudre les problèmes qu'il connaîtra et 38% qu'elle n'est pas adaptée à la vie d'aujourd'hui, alors que 37% pensent qu'elle initie bien aux langages et aux techniques modernes et que 40% ignorent si l'enseignement lui permettra de trouver sa place dans la société.

On trouve, dans l'ordre: 30% des parents jugent que l'enseignement suivi est trop éloigné de la vie de tous les jours, 26% qu'il n'est pas assez pratique, 23% trop théorique.

53% des élèves attendent en premier lieu de leur scolarité l'acquisition de connaissances et 28% une préparation à la vie professionnelle.

Par ailleurs, un sondage réalisé en avril dernier par Publitérie pour le compte de la FCPE, auprès d'élèves de l'enseignement secondaire, indique que 53% des jeunes interrogés estiment que l'établissement qu'ils fréquentent les prépare suffisamment à la vie et à une insertion professionnelle alors que pour 38% cette préparation est jugée insuffisante.

Ces résultats soulignent bien les attentes et les aspirations des jeunes et des parents devant l'école et les progrès à réaliser.

Le Tiers Monde s'endette, les profits capitalistes augmentent

La Banque mondiale vient de publier son rapport annuel. Il montre que l'écart existant entre pays riches et pauvres ne cesse de se creuser, en termes nominaux comme de pouvoir d'achat. Pour les pays en voie de développement, les conséquences les plus notables de la mauvaise conjoncture internationale sont le plafonnement de l'aide, le fléchissement durable du prix des produits de base (-14,5% en 1981), la dégradation des possibilités d'exportation et les difficultés d'emprunt sur les marchés commerciaux.

Pour l'ensemble du Tiers Monde, le produit national brut par habitant n'a augmenté que de 0,2% en 1981. Il a diminué en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Afrique du Nord, et dans les pays de l'Afrique au sud du Sahara.

Conséquence, la dette du Tiers Monde a augmenté de 16% en 1981 pour atteindre 465 milliards de dollars. Le service de cette dette (intérêts et remboursement du capital des prêts échus) a augmenté d'un tiers et approche 100 milliards de dollars. Les transferts nets — ce qui reste des emprunts une fois payé ce service de la dette — sont tombés de 34 milliards en 1978 à 18 milliards en 1981. La part de l'aide publique dans les flux de capitaux dont le Tiers Monde bénéficie est tombée de 43% à 35% en 1979. Seuls les pays membres de l'OPEP voient leur aide publique augmenter. Elle atteignait 7 milliards de dollars en 1980, soit près du quart de l'aide mondiale, et, en pourcentage de leurs revenus, six fois plus que celle des pays industriels.

Ces quelques chiffres suffisent pour instruire le procès de l'impérialisme et du néo-colonialisme. Car une telle situation n'a rien de fatal. Elle est la conséquence des rapports de domination des pays capitalistes développés sur le Tiers Monde, du pillage de ses matières premières, de l'échange inégal.

Et la France? Elle fait aussi partie de ces pays développés qui entretiennent des rapports impérialistes avec le Tiers Monde. Un seul chiffre le confirme: en 1980, la France a dégagé, dans les échanges commerciaux et monétaires avec les pays du « Tiers Monde non pétrolier » un excédent de 27,8 milliards de francs, supérieur au déficit enregistré avec les pays de l'OPEP. Ce sont de tels rapports avec le Tiers Monde qu'il faut changer en profondeur pour aller dans le sens des déclarations de Cancun de François Mitterrand.

Abonnement à PCML Flash, un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F - 6 mois : 80,00 F